



Communiqué, le 12 mars 2021

Les personnels, les parents d'élèves et les élèves du collège Henri Wallon d'Ivry-sur-Seine se mobilisent pour obtenir le remplacement de leur professeure de Français.

Personnel vulnérable face au covid-19, cette enseignante n'a pu reprendre le travail depuis le début du mois de novembre.

Vu comme une solution temporaire, le télétravail s'est imposé comme un nouveau moyen d'enseignement : malgré les différentes demandes de remplacement formulées par la communauté éducative du collège, c'est toujours à distance et au prix d'un bricolage peu efficace que les élèves tentent de poursuivre leurs apprentissages.

La réponse a été abrupte : lors d'une audience avec le DSDEN à l'Inspection académique jeudi 4 mars, le Rectorat de Créteil a confirmé aux parents d'élèves et aux enseignant·e·s que l'enseignante ne serait pas remplacée.

Tout le travail, compliqué, que fournit cette enseignante de Français au prix d'efforts considérables, ne suffit pas à empêcher le décrochage de nombreux élèves. Elle-même le déplore et en souffre, notamment pour celles et ceux qui préparent les épreuves du Brevet. En effet, ce sont 2 classes de 3^e et une de 4^e qui sont privées de leur professeure, cette situation est inadmissible !

Le collège Henri Wallon relève de l'éducation prioritaire et un télé-enseignement, auprès d'un public si jeune et parfois démunis, ne peut en aucun cas compenser de près ou de loin un savoir dispensé par un·e enseignant·e face aux élèves.

Enseigner ne signifie pas transmettre des documents et entre-apercevoir les élèves à distance, au gré des maigres dotations matérielles dont nous disposons. Enseigner c'est une manière de transmettre, ce sont des réflexes d'exigence qui passent par la parole, les postures, les gestes...

Comment imaginer que s'installe ce type d'enseignement, à distance, pour nos élèves, nos enfants ?

Le Rectorat impose une manière de faire qui les place en grande difficulté, qui ne leur donne pas les mêmes moyens de réussite qu'à tous leurs autres camarades.

Dans une attitude aussi courageuse que mature, des élèves de 3^e ont rédigé des courriers, de leur propre initiative, et se sont exprimés publiquement pour réclamer ce que leur pays leur doit : le droit à l'instruction.

Avec leurs parents et leurs enseignants, ils ont organisé en urgence un rassemblement de ville pour se faire entendre.

La CGT Educ'action 94 appelle à soutenir et rejoindre cette initiative :

**RDV sur le parvis de la Mairie d'Ivry-sur-Seine,
samedi 13 mars à 11h**